

CONVENTION 2014

PARTICIPATION AU FONCTIONNEMENT DE L'AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE DE CARPENTRAS

Entre

Le Département de Vaucluse, représenté par son Président Monsieur Claude Haut, agissant au nom et pour le compte du Département de Vaucluse, en exécution d'une délibération du Conseil général en date du 20 juin 2008,

Ci-après désigné par les termes «Le Département».

D'une part

La communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (CoVe) représentée par son président, Monsieur Francis ADOLPHE habilité par délibération du conseil de communauté du 14 avril 2014, dûment habilité aux fins présentes,

Ci-après désignée par les termes «La CoVe»

D'autre part

Préambule.

La loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage reformule les dispositions de la loi du 31 mai 1990 visant la mise en oeuvre du droit au logement et précise notamment dans son article 1^{er} : « les communes participent à l'accueil des personnes dites gens du voyage et dont l'habitat traditionnel est constitué de résidences mobiles ».

Le schéma départemental de Vaucluse pour l'accueil et l'habitat des gens du voyage 2012-2017 validé par arrêté par le Préfet et le Président du Conseil général le 24 septembre 2012.

L'Assemblée départementale a fixé, en application de la loi du 5 juillet 2000 et par délibération du 20 juin 2008, les modalités de participation financière aux dépenses de fonctionnement des aires d'accueil des gens du voyage.

Depuis 1998, la Ville de Carpentras mettait à disposition des gens du voyage une aire d'accueil d'une capacité de 25 places, sise Chemin du Lira à Carpentras.

Par arrêté préfectoral n° 50 en date du 7 août 2003, la CoVe a acquis la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage »

Par convention en date du 14 avril 2006, la CoVe a confié au centre social Villemarie, en accord avec la Caisse d'Allocations Familiales de Vaucluse, la mission d'accompagnement social des personnes et des familles séjournant sur l'aire d'accueil.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : objet de la convention :

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre de l'accueil et des actions d'accompagnement social en direction des personnes et des familles séjournant sur l'aire ainsi que les modalités de participation financière du Département de Vaucluse aux dépenses de fonctionnement de l'aire d'accueil des gens du voyage de la CoVe.

Article 2 : durée de la convention.

La présente convention est conclue pour l'année 2014 soit du 1^{er} janvier au 31 décembre 2014.

Article 3 : modalités d'exécution de la convention.

L'objectif est l'accueil et l'accompagnement social des familles des gens du voyage transitant sur le territoire de la CoVe

3.1 Définition des actions.

3.1.1 L'accueil.

La CoVe s'engage à prendre ou à faire prendre à son gestionnaire toutes les mesures nécessaires pour assurer un bon fonctionnement de l'aire d'accueil et la maintenir dans un constant état de salubrité et de propreté.

Elle veille également à la bonne adaptation des besoins des voyageurs aux conditions d'accès et de vie sur l'aire.

3.1.2. L'accompagnement social.

La CoVe, par l'intermédiaire de son gestionnaire, devra promouvoir et mettre en œuvre, en lien avec l'ensemble des acteurs directement concernés, les actions à mener auprès des gens du voyage pouvant contribuer à favoriser :

- la scolarisation des enfants,
- l'accès aux soins et la promotion de la santé des familles,
- l'aide dans les démarches administratives,
- l'accès aux droits et à la citoyenneté
- l'insertion par l'économie,

Cet accompagnement nécessite le développement et la structuration d'un partenariat opérationnel territorial afin de développer l'accessibilité aux services de droit commun et l'offre de services des prestataires associatifs départementaux ou locaux.

3.2. Mise en œuvre de l'accueil et de l'accompagnement social.

L'objectif vise à développer l'accès des gens du voyage au droit commun sur le territoire local, considéré comme un espace de citoyenneté. Cette mise en adéquation avec la volonté affichée par le législateur et les partenaires institutionnels du Vaucluse permettra d'éviter tout caractère de traitement spécifique et ses effets de stigmatisation.

La CoVe doit construire et développer une politique partagée et commune concernant la population des gens du voyage, afin de contribuer à l'accompagnement au plus près des réalités locales, en lien avec les services sociaux municipaux et départementaux.

Les actions engagées, qu'elles relèvent de l'action sociale, de la santé, des apprentissages scolaires, de la formation ou de l'insertion inscriront la démarche d'accompagnement dans une dimension d'intégration de ces populations dans le tissu local.

A cet effet, la CoVe veillera à ce que les personnes choisies par le gestionnaire pour la réalisation de l'accompagnement social :

- aient une bonne connaissance du réseau local, des services et organismes compétents,
- soient capables de travailler en réseau avec les instances ou associations spécialisées dans le traitement des problèmes tels que la santé, le logement, l'endettement, les formalités administratives, etc....

Article 4 : Montant de la participation et conditions de paiement.

Le Département s'engage à verser à la CoVe une contribution financière aux dépenses annuelles de fonctionnement dans la limite de 25% des dépenses correspondantes, déduction faite des redevances d'occupation. Le montant de cette participation est plafonné à 1 589,00 € par place et par an.

Cette contribution est établie sur la base du budget prévisionnel annuel annexé à la présente convention et fixée pour la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 à **31 915,61 € (trente et un mille neuf cent-quinze euros soixante et un cents)**

Elle sera versée selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 70% dès la signature de la convention soit **22 340,92 € (vingt-deux mille trois cent-quarante euros quatre-vingt-douze cents)**
- Le solde à l'échéance de la convention sous réserve de la production par la collectivité des bilans d'activité et financier de l'année 2014 du bilan d'occupation des places de caravanes, la fiche de mis à disposition du personnel et sous réserve de la bonne réalisation des actions d'accompagnement social prévues à l'article 3.

Le solde sera calculé en fonction du bilan comptable réalisé :

- -Si les frais de fonctionnement réels durant l'exercice 2014 s'avéraient moins élevés, le montant de la subvention sera calculé au prorata du réalisé.
- Dans le cas contraire, le solde sera calculé en fonction du réalisé, plafonné à 1 589,00 € par place et par an.

La participation sera versée à la CoVe sur le compte n°D8450000000 - clé RIB 90 – Banque de France d'Avignon - Trésorerie de Carpentras selon les procédures comptables en vigueur.

Article 5 : emploi de la participation.

La CoVe a l'interdiction de reverser tout ou partie de cette participation à d'autres associations, sociétés, collectivités privées ou œuvres.

Article 6 : Obligations comptables de la CoVe / contrôle du Département.

En application de la loi du 12 avril 2000, la CoVe s'engage à fournir chaque année :

- le compte rendu financier propre au fonctionnement de l'aire, signé par le maire ou le trésorier général de la commune,

- les comptes annuels (bilans, comptes de résultat et annexes), attestant de la conformité des dépenses effectuées par rapport à l'objet de la participation versée.

La comptabilité de l'aire sera tenue conformément au plan comptable en vigueur.

Le compte rendu financier et les comptes annuels de l'aire seront remis au Département dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel la subvention a été attribuée.

Sur simple demande du Département, la CoVe devra communiquer tous les documents comptables et de gestion relatifs au fonctionnement de l'aire et à la période couverte par la participation aux fins de vérification par la personne habilitée par le Département.

Un contrôle, éventuellement sur place, est réalisé par un représentant du Département, en vue d'en vérifier l'exactitude.

Article 7 : Mise en valeur de l'action – Communication.

La CoVe s'engage à mentionner et apposer sur tout support de communication relatif aux actions réalisées sur l'aire, l'aide allouée par le Département de Vaucluse et/ ou son logo, conformément à la charte graphique du Conseil général.

Les supports visés sont notamment :

- les documents et dépliants d'information,
- les cartons d'invitation,
- les dossiers et communiqués de presse,
- les affiches,
- les plaquettes et insertions publicitaires,
- les sites Internet éventuels ;
- et les supports audiovisuels.

Le Département sera systématiquement associé, en tant que partenaire, à toute manifestation relative aux actions et aux opérations menées par la CoVe.

Cette information devra impérativement parvenir au Conseil Général 15 jours au minimum avant la tenue de la manifestation.

Le Conseil Général s'assurera du respect de ces engagements, lors de l'examen de toute demande d'aide future ou de reconduction.

A cette fin, la CoVe sera tenue de présenter une copie des supports de communication qu'elle aura utilisés.

Article 8 : Evaluation.

Le Département procède à l'évaluation des conditions de réalisation de l'accueil et de l'accompagnement social auxquels il a apporté son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1, sur l'impact attendu par le Département des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, et sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention.

A cette fin, la CoVe s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par l'administration de la réalisation de l'objectif, notamment par l'accès à toute pièce justificative dont la production serait jugée utile.

Article 9 : Avenant.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Cet avenant précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

Article 10 : Résiliation de la convention.

La convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les parties, sans que l'une ou l'autre des parties puisse prétendre à indemnité.

Par ailleurs, le Département se réserve le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment à la présente convention, pour un motif d'intérêt général ou en cas de non respect de l'une des clauses de la présente convention.

Dans le cas précédent, la résiliation sera effective à la fin du mois suivant la date de réception par la communauté, de la lettre recommandée envoyée à cet effet.

Article 11 : Règlement des litiges.

En cas de litige porté devant les tribunaux pour l'application de la présente convention, les parties décident de s'en remettre à la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Nîmes.

Article 12 : Election de domicile.

Pour toutes les correspondances ou notifications qui lui seront adressés en lieu comme à personne et en véritable domicile :

Le Département élit domicile à l'Hôtel du Département - Rue Viala - 84909 AVIGNON Cedex 9.

La Communauté d'Agglomération Ventoux – Comtat Venaissin élit domicile à Hôtel de la CoVe – Route de Mazan – 84203 CARPENTRAS Cedex.

Fait à AVIGNON, le

En deux originaux

Pour la CoVe
Le Président

Pour le Département,
Le Président du Conseil Général